

Paris, le 16 octobre 2025

BUDGET DE L'ÉDUCATION POUR 2026 : DES ANNONCES EN TROMPE- L'OEIL

Mardi 14 octobre, le gouvernement a présenté son projet de loi de finances 2026 et son projet de loi de financement de la sécurité sociale. C'est un budget d'austérité qui ne comprend aucune mesure de justice sociale. Malgré ses déclarations, le gouvernement s'attaque une nouvelle fois à l'école.

La communication officielle du gouvernement affiche en effet des créations de postes dans l'enseignement scolaire mais il s'agit uniquement de postes d'enseignant-es stagiaires, qui ne seront donc pas dans les classes à la rentrée prochaine.

En regardant le détail du projet de loi, on s'aperçoit en revanche que 1891 suppressions de postes d'enseignant-es sont prévues dans le premier degré pour la rentrée 2026 et 1365 dans le second degré.

Le prétexte sera une nouvelle fois la démographie mais, plutôt que de profiter de cette baisse globale du nombre d'élèves pour réduire la taille des classes et améliorer les conditions d'enseignement, Lecornu continue de dégrader le service public d'éducation et se refuse à toute politique ambitieuse de lutte contre les inégalités sociales et scolaires.

De même, malgré ses engagements, le ministère décide de ralentir le nombre de créations de postes d'AESH à 1200 postes pour l'année prochaine et choisit de ne pas allouer de moyens pour le déploiement des pôles d'appui à la scolarité. Pour faire des économies, le gouvernement rogne donc sur les dépenses pour les enfants à besoins éducatifs particuliers. Pourtant, il y a urgence à construire une véritable école pour tou·tes. Encore une fois, les conditions de travail et d'accueil des élèves vont se dégrader. L'école a besoin de moyens pour lutter contre les inégalités sociales et scolaires que les différentes réformes n'ont cessé de renforcer. Pour une meilleure école et une meilleure société, SUD éducation revendique la création d'un corps de fonctionnaire pour les AESH, la baisse du nombre d'élèves par classe, le recrutement de personnels

enseignants, vie scolaire et médico-sociaux, un vrai investissement pour améliorer les conditions de travail des personnels et d'accompagnement des élèves.

Au-delà de l'école, ce budget d'austérité renforcera les inégalités sociales. Le gel des prestations sociales, dont les APL et l'allocation adulte handicapé ainsi que le doublement des franchises médicales vont encore plus paupériser les collègues les plus précaires. De même, le service public manque de tout et pourtant c'est à nouveau 3100 suppressions de postes de fonctionnaires que le Premier Ministre prévoit. Par ce budget, Lecornu met en œuvre le projet d'austérité de Bayrou.

Pas d'économies sur l'école publique ! Pas d'économies sur nos vies !